

ACP-UE: une dimension parlementaire forte pour un partenariat renouvelé

La lutte contre les flux financiers illicites, le soutien à l'agriculture familiale et à petite échelle, et une aide coordonnée pour Haïti après le passage de l'ouragan Matthew sont quelques-uns des sujets sur lesquels les députés européens et leurs homologues des pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) se sont accordés lors de la 32e session de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) ACP-UE qui s'est clôturée à Nairobi mercredi.

La 32e session de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) réunissant les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de l'Union européenne (UE), a vu l'adoption d'une déclaration sur l'avenir de la coopération ACP-UE. Le texte dresse le contour d'un partenariat renouvelé entre les deux régions après 2020, date à laquelle l'accord de Cotonou arrivera à échéance, et appelle à une dimension parlementaire forte, dont l'Assemblée constituerait le noyau.

Les députés européens et leurs homologues des pays ACP ont également débattu du rôle du commerce dans la réalisation des objectifs de développement durable, en présence de Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) mardi après-midi. La question de la migration et du soutien à la réintégration des migrants dans les pays sources, ainsi que le rôle du développement des infrastructures dans la promotion de l'intégration régionale, ont été l'objet d'autres débats lors de cette session de trois jours.

Deux rapports et une résolution d'urgence ont été adoptés lors de la session de vote mercredi après-midi. Ils portent sur les sujets suivants:

Lutte contre les flux financiers illicites (FFI): un effort politique nécessaire

La lutte contre le blanchiment de capitaux, l'évasion fiscale, la fraude fiscale et la corruption "nécessitent une forte coopération internationale", l'implication simultanée de tous les acteurs nationaux et internationaux concernés, et un effort "avant tout de nature politique", a déclaré l'Assemblée.

Le texte, adopté à une forte majorité, appelle à:

- rendre publiques les informations relatives aux bénéficiaires effectifs d'entreprises, quelle que soit la structure des entreprises concernées – y compris les fiducies, fondations et sociétés écrans;;

- un reporting des multinationales pays par pays pour mettre un terme à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéficiaires; et
- la possibilité d'envisager des sanctions dans le cas où les centres financiers ne coopéreraient pas à la lutte mondiale contre les FFI.

Agriculture familiale et à petite échelle dans les pays ACP: plus d'investissements nécessaires

L'agriculture familiale et l'agriculture à petite échelle demeurent essentielles dans les pays ACP pour lutter contre la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et préserver la biodiversité, affirment les députés dans une seconde résolution. Ils y rappellent les nombreuses difficultés auxquelles est confrontée la petite agriculture familiale, notamment l'accès à la terre, aux capitaux et aux marchés. La nécessité d'accroître la dépense publique dans l'agriculture est également soulignée dans le texte à la lumière du manque d'investissements dont souffre le secteur.

Ce domaine bénéficiera d'un soutien suite à la signature par le commissaire européen, Neven Mimica, de [conventions de financement en faveur du Kenya d'une valeur de 104 millions d'euros](#), en marge de l'APP. L'aide ainsi apportée permettra, entre autres, de soutenir les petites exploitations agricoles en leur donnant accès au financement et à la formation, ou en facilitant leur intégration dans le marché.

Ouragan Matthew en Haïti: les donateurs doivent honorer leurs engagements

Pour répondre de façon efficace aux besoins sur le terrain, la communauté internationale et les partenaires d'Haïti devraient travailler de façon coordonnée avec le gouvernement haïtien, exhortent les députés européens et leurs homologues des pays ACP dans la résolution urgente votée mercredi. Ils ajoutent que les donateurs devraient tenir leurs engagements, soulignant que seulement 40% des fonds de l'appel à financement de 120 millions de dollars lancé par le gouvernement haïtien et les Nations unies avaient été effectivement versés.

Lors de la conférence de presse de clôture de la 32e session de l'APP, les co-présidents Netty Baldeh (Gambie) pour les pays ACP et Michèle Rivasi pour l'Union européenne, ont dénoncé les violences actuelles qui font rage en République démocratique du Congo. "Nous nous insurgons contre des morts inutiles qui n'auraient pas eu lieu si le Président de la République (démocratique du Congo) avait respecté la Constitution", a déclaré la co-présidente Michèle Rivasi.

Prochaine Assemblée parlementaire ACP-UE

La 33e Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE se tiendra du 19 au 21 juin 2017 à La Valette, capitale de Malte, pays qui présidera le Conseil de l'Union européenne du 1er janvier au 31 juin 2017.

En savoir plus

[Ordre du jour et programme de travail final](#)

[Communiqué de presse sur l'ouverture de la session: ACP-UE: "L'immigration zéro n'a jamais existé et n'existera jamais" \(19.12.2016\)](#)

[Avis aux médias](#)

[Note d'information](#)


[Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE](#)


[Délégation du PE à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE](#)


Contacts

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

 (+32) 2 28 30578 (BXL)

 (+33) 3 881 72649 (STR)

 (+32) 473 55 74 66

 [@EP_ForeignAff](#)

 foreign-press@europarl.europa.eu
